



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
Antenne de Chalon-sur-Saône
71100 Chalon-sur-saone

Chalon-sur-saône, le 23/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEFAL S.A

4 AVENUE DE LA RESISTANCE
BP 52
71700 Tournus

Références : AV/MB/2024/C_142
Code AIOT : 0005401066

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2024 dans l'établissement TEFAL S.A implanté 4 Avenue de la Résistance BP 52 71700 Tournus. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEFAL S.A
- 4 Avenue de la Résistance BP 52 71700 Tournus
- Code AIOT : 0005401066
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Tefal à Tournus est spécialisée dans la production d'articles culinaires revêtus inox et émail. Il s'agit d'une unité de production (125 salariés) dépendante de l'unité de Rumilly (1750 salariés). L'établissement, exploité depuis 1910 et appartenant au groupe SEB depuis les années 1960, est certifié ISO 9001, 14001 et 45001 (groupe SEB) et 50001 (TEFAL). Le jour de la visite, la fabrication était en cours. Sur le plan administratif, le site est autorisé par arrêté préfectoral du 18/02/2010 et compte tenu de l'évolution de la nomenclature des rubriques ICPE, l'installation est désormais soumise à enregistrement (rubriques 2560, 2563, 2565 et 2940).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques - dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 3.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Rejets atmosphériques - VLE	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	Rejets atmosphériques - COV	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Rejets atmosphériques - autosurveillance - émissions canalisées et diffuses	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 9.2.1.1	Demande d'action corrective	6 mois
8	Niveaux acoustiques et émergences admissibles	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 6.2.1 et 6.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets atmosphériques - TTS	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rejets atmosphériques - Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 3.2.2	Sans objet
7	Rejets atmosphériques - émissions par bilans	Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 9.2.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

5 non-conformités sont constatées portant sur :

- les orifices de prélèvement sur certains conduits du site qui ne sont pas bouchés ;
- l'absence de registre consignait les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés ;
- l'absence de prélèvement et d'analyse réalisés au droit de la cabine de pulvérisation émail depuis 2021 ;
- un dépassement sur le paramètre NOx du four émail ferrobrûleur et un dépassement sur le paramètre Alcalinité sur le rinçage du TTS6 (Caber 3) ;
- un dépassement de l'émergence observée en nuit au droit du point C lors de l'analyse 2021.

Plusieurs demandes de compléments et d'action correctives sont formulées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques - dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.</p> <p>Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p>

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Constats :

Constat 01-16092024 : le jour de la visite, l'exploitant n'a pas pu présenter de plan(s) localisant les rejets en toiture.

Lors de la visite, l'inspection a pu observer quelques conduits débouchant à l'atmosphère. Sur les conduits observés, il n'est pas relevé la présence d'obstacle à la bonne diffusion des gaz (type « chapeaux chinois »).

Constats 02-16092024 : non-conformité : les points de prélèvements sont situés sur les conduits dans le bâtiment. Plusieurs orifices ne sont pas bouchés.

Constat 03-16092024 : non-conformité : le jour de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le registre consignait les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés. D'après l'exploitant, aucun incident n'est survenu au cours des 3 dernières années nécessitant la consignation dans le registre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de complément : l'exploitant justifiera de la bonne diffusion des gaz de l'ensemble des points de rejets. Il devra justifier que l'emplacement des conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Il présentera la localisation des points de rejets sur un ou des plans. Des photographies et/ou tous éléments techniques seront transmis pour visualiser les points de rejets. Il sera différencié en légende les points de rejets canalisés des entrées d'air et des éventuels évents sans extraction mécanique (un évent sans extraction mécanique correspond à une émission diffuse) [Constat 01-16092024]

Demande d'actions correctives : Les orifices dans les conduits devront présenter des bouchons ou des trappes. [Constat 02-16092024]

<p>Demande d'actions correctives : L'exploitant transmettra une copie ou un extrait du registre consignnant les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés. [Constat 03-16092024]</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Rejets atmosphériques - TTS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains et cuves de traitement sont captées et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites du présent arrêté. Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Le stockage de produits volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, est confiné (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bains sont capotés. Les émissions atmosphériques émises au-dessus des bains et cuves de traitement sont captées et épurées si nécessaire (dévésiculeur laveur). .</p> <p>Le site ne dispose pas de stockage en vrac.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rejets atmosphériques - Conditions générales de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 3.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Nom	Emplacement	Hauteur en m	Diamètre en m	D é b i t nominal en Nm ³ /h	V i t e s s e minimale d'éjection (m.s-1)
P T F E 1 Emaillerie	Cabine PTFE n°1	10	0,56	8100	8
P T F E 1 Emaillerie	Cabine PTFE n°2	10	0,56	8100	8
P T F E 1 Emaillerie	Cabine PTFE n°3	10	0,82	16200	8
P T F E 1 Emaillerie	S é c h a g e PTFE n°1	10	0,25	1100	5
P T F E 1 Emaillerie	S é c h a g e PTFE n°2	10	0,35	2200	5
P T F E 1 Emaillerie	S é c h a g e PTFE n°3	10	0,35	2000	5
S é c h a g e sérigraphieuse	S é c h a g e sérigraphieuse	9	0,4	À déterminer	-
Four Ferro à gaz	Four Ferro à gaz	10	0,4	4000	5
Four SAT à gaz	Extraction Entrée	10	0,2	500	5
Four SAT à gaz	Extraction cuisson entrée	10	0,3	2700	5

Four SAT à gaz	Extraction cuisson milieu	10	0,3	2400	5
TTS 3 CABER 1	Dégraissage chaud	9	0,3	4500	-
TTS 3 CABER 1	Neutralisation	9	0,2	3200	-
TTS 3 CABER 1	Cheminée de brûleur	9	0,115	À déterminer	-
TTS 4 CABER 2	Bains de dégraissage	9	0,2	4500	-
TTS 4 CABER 2	Bains de rinçage	9	0,18	3200	-
TTS 4 CABER 2	Cheminée de brûleur	10	0,115	-	
TTS 6 CABER 3	Bains de dégraissage chaud	9	0,3	4500	-
TTS 6 CABER 3	Bains de rinçage chaud	9	0,2	3200	-
TTS 6 CABER 3	Cheminée de brûleur	9	0,115	À déterminer	-
TTS 7 COUVERCLE	Bain de dégraissage chaud	10	0,3	3200	-

TTS 7 COUVERCLE	Cheminée de brûleur	8	0,12	À déterminer	-
T T S 1 M A B O R	B a i n d e dégraissage chaud	8	0,2	2500	-
T T S 1 M A B O R	Cheminée de brûleur	10	0,300	À déterminer	-
Cabine de pulvérisation email	Cabine de pulvérisation email	10	0,5	11000	-
Aspirateur rognage n°1	Aspirateur rognage n°1	8	0,2	1800	-
Aspirateur rognage n°2	Aspirateur rognage n°2	8	0,2	1800	-
Aspirateur rognage n°3	Aspirateur rognage n°3	8	0,2	1800	-
Dépoussiére ur sableur	Dépoussiére ur sableur	9	0,35	5400	-
Cabine de pulvérisation de métal fondu	Cabine de pulvérisation de métal fondu	10	0,6	15000	8

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Constats :

L'exploitant indique que parmi la liste des installations, la cabine de pulvérisation de métal fondu a été arrêtée il a plusieurs années. Il a transmis l'information en préfecture. L'inspection a

effectivement retrouvé l'information dans un porter à connaissance de novembre 2016.

L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu d'autre modification depuis.
Le tableau devra être mis à jour ultérieurement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques - VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de 3%, pour les installations de combustion

Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	TTS 1, TTS 3, TTS 4, TTS 6, TTS 7	Four SAT	Four Ferro	Sécheuses PTFE	Cabinés PTFE	Cabinés pulvérisation email	Aspirateurs rognage 1,2 et 3	Dépoussiéreur sableuse	Cabinés de pulvérisation de métal fondu
Acidité totale exprimée en H	0,5	-	-	-	-	-	-	-	-
HF, exprimé en F	2	5	-	-	-	-	-	-	-
Cr Total	1	-	-	-	-	-	-	-	-

Cr VI	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-
Ni	5	-	-	-	-	-	-	-	-
CN	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Alcalins, exprimés en OH	10	-	-	-	-	-	-	-	-
NOx, exprimés en NO2	200	150	150	150	-	-	-	-	-
SO2	100	35	35	35	-	-	-	-	-
NH3	30	-	-	-	-	-	-	-	-
Poussières	-	5	5	5	1 0 0 mg/m ³ si le flux est inférieur ou égal à 1kg/h	1 0 0 mg/m ³ si le flux est inférieur ou égal à 1kg/h	1 0 0 mg/m ³ si le flux est inférieur ou égal à 1kg/h	1 0 0 mg/m ³ si le flux est inférieur ou égal à 1kg/h	5
					4 0 mg/m ³ si le flux est supérieur à 1kg/h	4 0 mg/m ³ si le flux est supérieur à 1kg/h	4 0 mg/m ³ si le flux est supérieur à 1kg/h	4 0 mg/m ³ si le flux est supérieur à 1kg/h	

<p>Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultats de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.</p> <p>Cas particulier de l'attaque nitrique: NOx : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m³ sur un cycle de production et à 800 mg/m³ comme maximum instantané.</p>
<p>Constats :</p> <p>La cabine de pulvérisation de métal fondu a été arrêtée en 2015. Le tableau devra être mis à jour ultérieurement.</p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de l'autosurveillance réalisée en 2023 et 2024. L'ensemble des paramètres est analysé.</p> <p>Constat 04-16092024 : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect de la VLE en poussière pour la cabine de pulvérisation émail.</p> <p>Constat 05-16092024 : non-conformité : il est relevé un dépassement en 2023 sur le paramètre NOx du four émail ferrobrûleur (458 mg/Nm3 au lieu de 150 mg/Nm3) et un dépassement en 2024 sur le paramètre Alcalinité sur le rinçage du TTS6 (Caber 3).</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir identifiée une fuite au niveau de la cheminée de l'extraction de la CABER 3. Cette fuite a été réparée le 22 août 2024 (l'exploitant a présenté les extraits de la GMAO justifiant cette opération). Le contrôle de 2025 permettra de vérifier si le rejet est de nouveau conforme pour le paramètre Alcalinité.</p> <p>L'exploitant a constaté un problème sur le brûleur du four émail. Un groupe de travail a été constitué pour trouver une solution. Différents tests et différents réglages ont été réalisés mais pouvant remettre en cause la qualité du produit fini.</p> <p>Toutefois, des mesurages internes sont régulièrement réalisés. Le dernier du 5 septembre 2024 indique un taux de NOX de 37 ppm.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective : l'exploitant devra justifier du respect de la VLE en poussière de la cabine de pulvérisation émail. [Constat 04-16092024]</p> <p>Demande d'action corrective : l'exploitant justifie du retour à la conformité pour le paramètre NOX au four émail et du paramètre Alcalinité à l'installation CABER 3. [Constat 05-16092024]</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>
<p>N° 5 : Rejets atmosphériques - COV</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 3.2.3</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Composés organiques volatils

Si la consommation de solvant est inférieure ou égale à 15 tonnes par an, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 100 mg/m³. Cette valeur s'applique à l'ensemble des activités de séchage et d'application, effectuées dans des conditions maîtrisées. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25% de la quantité de solvant utilisée.

Si la consommation de solvant est supérieure à 15 tonnes par an, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 50 mg/m³ pour le séchage et 75 mg/m³ pour l'application.

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20% de la quantité de solvants utilisée.

Les rejets concernés sont les suivants :

- PTFE 1 Émaillerie : 6 points de rejet
- Séchage sérigraphieuse : 1 point de rejet
- Four FERRO : 1 point de rejet
- Four SAT : 3 points de rejet

Constats :

La quantité de solvants consommés est de :

- 22,7 tonnes en 2021 ;
- 13,4 tonnes en 2022
- 8,5 tonnes en 2023.

L'exploitant indique que la baisse de la consommation est liée à la baisse de production et à la substitution de certains solvants.

L'exploitant indique ne plus utiliser de solvants à COV à mention de danger H360D depuis 2021.

Constat 06-16092024 : l'exploitant n'a pas indiqué la quantité de solvant consommée entre janvier et août 2024.

Constat 07-16092024 : le flux annuel d'émissions diffuses présenté dans le PGS de 2021 est de 74 % et celle de 2023 de 84 %. Or ces taux ne sont pas cohérents avec les installations du site (capotage des installations, canalisation des rejets, épuration, pas de vrac, peu voire pas de sources d'émissions diffuses...).

Remarque n°1 :

Concernant les VLE indiquées dans le rapport d'Intervention du 30/05/2023 au 13/06/2023 pour

fours, séchage, il ne peut pas y avoir les trois valeurs de VLE pour les COVNM : 50, 75 et 100mg/Nm³ comme c'est le cas actuellement. L'exploitant pourra indiquer au laboratoire la consommation annuelle de solvants et donc le(s) valeur(s) de VLE qui s'appliquent (soit 100 mg/m³ pour tous les rejets, soit 50 mg/m³ pour le séchage et 75 mg/m³ pour l'application).

Remarque n°2 :

Concernant les points de rejets COV : l'AP identifie les rejets 3 points de rejets Four SAT et 1 point de rejet Four FERRO alors que le rapport transmis identifie plutôt 3 points de rejets four FERRO et un point de rejet four SAT.

Cf. Constat 01-16092024 : demande de complément : [...] Il présentera la localisation des points de rejets sur un ou des plans. Des photographies et/ou tous éléments techniques seront transmis pour visualiser les points de rejets. Il sera différencié en légende les points de rejets canalisés des entrées d'air et des éventuels évents sans extraction mécanique (un évent sans extraction mécanique correspond à une émission diffuse).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de complément : l'exploitant indique la quantité estimée de sa consommation de solvant pour 2024.[Constat 06-16092024]

Demande de complément : l'exploitant vérifie les données d'entrée et de sortie de son plan de gestion des solvants. Notamment, il précise la sortie O5 : solvants détruits. [Constat 07-16092024]

On entend par solvants détruits les solvants qui sont détruits par des réactions physiques ou chimiques. Les solvants peuvent être détruits sur le procédé ou traités par un système de traitement des rejets atmosphériques ou des rejets aqueux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rejets atmosphériques - autosurveillance - émissions canalisées et diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 9.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	TTS 1, TTS 3, TTS 4, TTS 6, TTS 7	Four SAT	Four Ferro	Sécheuses PTFE	Cabinés PTFE	Cabiné pulvérisation email	Aspirateurs rognage 1,2 et 3	Dépoussiéreur sableuse	Cabiné de pulvérisation de métal fondu
---	-----------------------------------	----------	------------	----------------	--------------	----------------------------	------------------------------	------------------------	--

Acidité totale exprimée en H	Annuelle	-	-	-	-	-	-	-	-
H F , exprimé en F	Annuelle	Tous les deux ans	-	-	-	-	-	-	-
Cor Total	Annuelle	-	-	-	-	-	-	-	-
Cr VI	Annuelle	-	-	-	-	-	-	-	-
Ni	Annuelle	-	-	-	-	-	-	-	-
CN	Annuelle	-	-	-	-	-	-	-	-
Alcalinité, exprimée en OH	Annuelle	-	-	-	-	-	-	-	-
NOx, exprimés en NO2	Annuelle	Tous les deux ans	Tous les deux ans	Tous les deux ans	-	-	-	-	-
SO2	Annuelle	Tous les deux ans	Tous les deux ans	Tous les deux ans	-	-	-	-	-

NH3	Annuel le	-	-	-	-	-	-	-	-
Poussi ères	-	Tous les deux ans	Tous les deux ans	Tous les deux ans	Tous les deux ans	Tous les deux ans	Tous les deux ans	Tous les deux ans	Tous les deux ans

Programme d'autosurveillance :

Année n :

- TTS 1,TTS 3,TTS 4,TTS 6 et TTS 7
- Séchage sérigraphie
- Four Ferro
- Four SAT
- Sableuse inox
- Pulvérisation de métal fondu

Année n+1 :

- TTS 1,TTS 3,TTS 4,TTS 6 et TTS 7
- Aspirateur de rognage (3 points de rejet)
- Cabine PTFE (3 points de rejet)
- Séchage PTFE (3 points de rejet)

Constats :

Constat 08-16092024 : non-conformité : aucun prélèvement et aucune analyse n'ont été réalisés au droit de la cabine de pulvérisation email depuis 2021 (fréquence biannuelle). Pour les autres installations, les fréquences sont respectées.

Le programme d'autosurveillance a été modifié par l'exploitant. Le contrôle de l'ensemble des installations avec une fréquence biannuelle est réalisé la même année (décalage dû à la crise sanitaire Covid).

En cas de nouveau changement, l'exploitant veillera à ce que les fréquences prescrites soient respectées.

L'exploitant demande lors de la visite, s'il peut retirer de la surveillance les paramètres non concernés sur le site car non utilisés.

L'article 58 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement

organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement indique :

« Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans. »

Si un polluant n'est pas susceptible d'être émis, l'exploitant peut demander un arrêt ou un allègement de la fréquence de surveillance. Dans ce cas, l'exploitant transmettra à l'inspection de l'environnement les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective : l'exploitant réalise la surveillance de la cabine de pulvérisation email dans les meilleurs délais puis respecte la fréquence biannuelle prescrite. [Constat 08-16092024]

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Rejets atmosphériques - émissions par bilans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 9.2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

L'évaluation des émissions par bilan porte sur les Composés Organiques Volatils.

Un plan de gestion des solvants est réalisé tous les ans et transmis à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant établit et transmet via GEREPE le plan de gestion des solvants.

Constat 09-16092024 : le PGS transmis ne présente pas un niveau de détail suffisant pour interpréter les résultats.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de complément : le PGS qui sera transmis dans la déclaration GEREPE pour l'année 2024 devra être détaillé (I1 produits solvantés avec ou sans extrait sec, produits sans extrait sec sans phase aqueuse ; calcul de O1, (préciser les Fri (facteur de réponse du COV au FID) ; si possible O2 ; O5 ; O6 ; éventuellement O7). [Constat 09-16092024]

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Niveaux acoustiques et émergences admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2010, article 6.2.1 et 6.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Valeurs Limites d'émergence

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Niveaux sonores limites admissibles (dBA)	Période de jour Allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit Allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Limite de propriété	60	56

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée seront reportées sur un plan tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis l'étude réalisée en 2021 réalisée par Bureau Veritas.

Cette étude présente une conformité des niveaux acoustiques en limite de propriété en jour et en nuit.

Constat 10-16092024 : non-conformité : une non-conformité est observée en nuit sur l'émergence du point C (3,5 dB(A) au lieu de 3 dB(A)).

Le rapport indique aussi que lors des mesurages en bruit résiduel, l'accès au point A n'a pas été possible. L'étude se base donc sur le bruit résiduel mesuré en 2018 pour ce point uniquement.

Les derniers mesurages ont été réalisés le 30 juillet pour le site à l'arrêt, le 10 septembre pour le

site en fonctionnement. L'accès à l'ensemble des points en zone à émergence réglementaire a été garanti.

Constat 11-16092024 : l'exploitant n'a pas encore reçu le rapport suite aux mesurages.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action correction : l'exploitant doit mettre en place des actions permettant un retour à la conformité de l'émergence mesurée au point C en période nocturne. [Constat 10-16092024]

Demande de complément : l'exploitant transmet le rapport 2024 dès réception. [Constat 11-16092024]

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois